

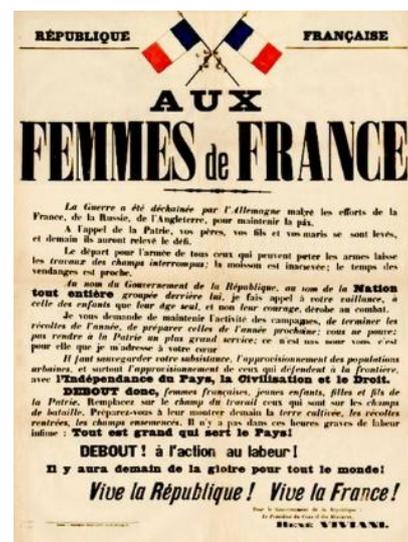


Devoir de Mémoire : Nous avons commencé cet exercice il y a un an en rassemblant un maximum de souvenirs du village grâce aux anciens, aux "passeurs d'histoire", aux archives communales et départementales. Novembre 2018 nous fournit l'occasion unique de réaliser une édition spéciale sur ce conflit majeur que fut la Première Guerre Mondiale. Deux thèmes ont plus particulièrement attiré notre attention : le rôle des femmes (et des enfants) durant cette période (sujet peu traité jusqu'à présent par les médias), et la vie des habitants de Cras durant l'absence d'une grande partie des forces vives du village. Le premier thème vous plonge dans la vie de trois femmes d'origines bien différentes qui ont, chacune à leur manière, contribué à "l'effort de guerre du pays". Le second est purement local : vous y retrouvez (ou découvrez) les familles de l'époque, dont près de la moitié a encore des descendants au village.

Etre femme durant la guerre

1914 – La mobilisation

Les cloches résonnent encore aux oreilles de **Marie** lorsqu'elle dit au revoir à Jean son mari et le père de ses deux garçons Joseph et Henri. La peur l'envahit. Elle a, à présent, la lourde responsabilité d'assurer le quotidien de la ferme. Elle n'a pas été préparée à cela. Dans les journaux, on dit que ce sera une guerre vite gagnée : "On sera rentré pour les vendanges". Elle sait qu'elle peut compter sur sa belle-mère et son beau-père qui habitent avec elle, mais ils se font vieux. Marie se remémore les consignes que Jean lui a laissées pour les moissons. Elle se retrousse les manches et file aux champs pour aider ses beaux-parents. Comme 3,2 millions d'agricultrices, ouvrières agricoles ou femmes d'exploitants, Marie est rapidement sollicitée par le Président du Conseil René Viviani pour participer à l'effort de guerre. Bien sûr, elle donnait des coups de main à son mari, mais cela n'avait rien à voir avec la tâche qui l'attend : gérer la ferme en tant que chef de famille.



7 août 1914 -

Germaine, 23 ans, est mariée depuis le 5 avril de cette année à Louis, de 2 ans son aîné. Louis a une bonne place chez un fabricant d'automobiles. Germaine réalise chez elle, à la demande, des travaux de couture pour le compte d'une petite société de passementerie. Au café du coin, les ouvriers mobilisés se tapent dans le dos et s'encouragent : "C'est une guerre éclair, on sera revenu rapidement". C'est l'effervescence sur le quai de la gare. Germaine ne sait plus si elle pleure de joie de voir partir son aimé se battre pour les valeurs de la France ou de tristesse, car elle est enceinte de leur premier enfant. Elle rentre seule dans leur appartement silencieux. Heureusement, Fernande et Yvonne, ses voisines de palier, sont comme des sœurs pour elle. D'ailleurs, à l'usine, leurs maris et son Louis étaient surnommés les "inséparables". Germaine descend aider dès qu'elle le peut Mme Duprès qui, avec ses 3 enfants, se retrouve seule et se demande si l'allocation de l'Etat qu'elle reçoit lui permettra de continuer à se chauffer et payer l'appartement. Plus âgée que Germaine, elle sait que les guerres n'ont pas de lendemain chantant.

Allocations aux femmes de mobilisés

Dès le mois d'août 1914, l'Etat distribue aux femmes de mobilisés une allocation, que la loi de finances de 1917 fixe à 1,50 francs par jour plus 1 franc par enfant.

Rose, 21 ans, est la dernière-née d'une grosse famille bourgeoise. Elle vient de fêter ses fiançailles avec Pierre, un fils d'industriel, capitaine au 140e régiment d'infanterie de ligne. Pierre est mobilisé et fait ses adieux à sa fiancée en août 14. Il emporte avec lui le mouchoir brodé qu'elle vient de lui remettre et promet de lui écrire une lettre par jour. La vie quotidienne de Rose n'est en rien comparable à celle de la majorité des femmes. Elle a plusieurs domestiques à son service et se forme aux soins infirmiers. Elle voyage et mène une vie mondaine. Elle fréquente régulièrement les magasins, cafés, cinémas et théâtres. Pourtant, comme toutes les femmes qui traverseront ce conflit, sa vie va prendre un tout autre tournant et marquer à jamais sa jeunesse et sa vie.

1915 - 1917 - Une guerre qui dure

Marie s'est organisée avec les autres femmes, les adolescents et les anciens du village. La solidarité fait loi, ils travaillent ensemble pour rentrer les moissons et vendanger. Les cartes de Jean sont plus espacées... Dans sa dernière lettre il se disait fatigué. Marie sait bien qu'il ne dit pas tout. D'ailleurs elle se cache bien de lui décrire les pénuries de fourrage et de grains pour les animaux, de blé et de farine pour eux. Il n'y a pas non plus suffisamment de sulfate de cuivre pour la vigne faute de moyen de transport. Et puis c'est la surprise d'un matin de juillet 1916, il l'avait écrit mais elle n'y croyait plus : Jean est rentré pour 15 jours en permission agricole pour les moissons! Jean est reconnaissant à Marie pour la peine qu'elle se donne. C'est vrai, Marie s'en sort bien, elle est même arrivée à rembourser d'anciennes dettes et a trouvé de nouveaux clients pour le vin. C'est l'heure pour Jean de regagner son bataillon. Marie, abattue, lui dit au revoir pour la 2^{ème} fois. En 1917, Marie développe un petit élevage de poules, d'oies, de lapins et de canards, qui lui permet de faire du troc. Joseph, qui a maintenant 10 ans, s'en occupe. Il les garde et leur donne à manger. Malgré une vie dure et épuisante, elle est consciente d'avoir plus de chance que les habitants des départements occupés, qui doivent fuir les combats laissant tout derrière eux. La ferme est grande et 2 pièces sont inoccupées. Marie répond à l'appel du Maire, et accueille, avec le consentement de ses beaux-parents, une mère et son fils, réfugiés des départements du Nord-Est, pendant quelques mois.



Dans les champs, les femmes ont pris la place des hommes... et des animaux de bât.

Germaine a accouché d'une petite Denise. La vie est dure en ville, son travail de passementière à la maison ne paye pas assez, elle a besoin de se chauffer et de nourrir correctement Denise, les prix ne cessent de flamber. Germaine est embauchée dans l'usine automobile, où travaillait Louis, transformée en usine d'armement. Mais quand donc finira cette guerre ? Qu'elle soit d'équipe de jour ou de nuit, c'est Mme Duprès qui garde Denise moyennant un peu d'argent. Elle passe ses 2 jours de repos mensuel avec Fernande et Yvonne, qui sont à présent, conductrice de tramway et factrice. Même si les lettres de Louis racontent toutes la même chose, elle le rassure sur son sort. Elle prend sa plus belle écriture pour lui répondre et décrit, en détail, les progrès quotidiens de Denise que Louis n'a jamais vue.



Germaine est "*munitionnette*", elle gagne 75 centimes de l'heure contre 35 centimes pour sa petite collègue Fanette qui a tout juste 15 ans. Si

Germaine est payée plus que sa collègue mineure, elle trouve injuste que son salaire reste inférieur de 40% à celui d'un homme pour le même emploi. La colère monte et la mutinerie s'organise. En mai 1917, Germaine fait grève. Fortes du succès de la grève des Midinettes (couturières) et de celle des employées de banques et autres travailleuses, les Munionnettes obtiennent la réduction de la journée de travail à 10 heures, le repos du dimanche, l'interdiction du travail de nuit pour les moins de 18 ans et une revalorisation de leur salaire, qui restera, cependant, toujours inférieur de 25% à celui des hommes. En août 1917, Germaine bénéficie d'une garderie sur son lieu de travail pour Denise, et d'une augmentation de l'allocation versée aux femmes de mobilisés.

**Munionnette -
35 tonnes d'obus par
jour** - 11 ou 12 heures par jour, debout, dans le bruit, les gaz toxiques, elle contrôle 2 500 obus. Elle doit soulever deux fois chaque engin, qui pèse 7 kilos.

Rose s'engage, comme 70 000 autres infirmières bénévoles, pour soigner et porter secours aux soldats blessés, auprès de l'ADF (Association des Dames Françaises de la Croix Rouge). Elle a le sentiment de se rendre utile et trompe l'ennui et l'attente des courriers de Pierre, son fiancé. Elle panse, rassure, dans un des nombreux hôpitaux de campagne qui ont vu le jour après les premières semaines du conflit. Patiemment, elle tient la main d'un mari, veille un fiancé des nuits durant, accompagne le dernier souffle d'un père, prie pour que la douleur s'apaise auprès d'un frère. Elle apprend à accompagner les premiers pas des blessés. Elle est rapidement rejointe par sa mère, qui donnera de son temps et de sa douceur aux gradés comme aux simples soldats. En dame de bonne société, sa mère s'investit également dans les œuvres charitables et tricote des



+ **120 000**

C'est le nombre de françaises qui s'engageront, toutes catégories sociales confondues, comme infirmière et ambulancière après une formation auprès de la Croix Rouge. Elles seront présentes au front et à l'arrière.

chaussettes pour les soldats. Pendant les quelques précieux et rares moments qu'elle s'octroie, Rose lit avec délice les lettres de Pierre. Celui-ci lui raconte sa vie au front et lui écrit parfois quelques poèmes. Elle maudit cette guerre qui laisse tant d'hommes sans visage : les "gueules cassées", avec des membres arrachés et des nuits gagnées par la folie des combats inlassablement revécus. Rose est un de ses "anges blancs", un soutien sans faille, à qui plus d'un soldat dira "Restez à mes côtés, Madame, je ne veux pas mourir seul !". Rose et Pierre se marient à la faveur d'une courte permission en septembre 1917.

11 novembre 1918 - Dans toutes les villes et les campagnes de France les cloches sonnent à nouveau, elles annoncent la fin de la guerre, mais l'armistice n'est pas la paix. Les soldats ne combattent plus mais restent mobilisés plusieurs mois après l'armistice.

1918 - 1919 - La démobilisation

Marie est épuisée et se fait beaucoup de mauvais sang. Cela fait plusieurs jours qu'elle n'a pas reçu une seule carte de Jean. Les enfants réclament leur père. Le rythme harassant des journées et l'inquiétude la rongent. Jean sera-t-il bientôt de retour ? Puis un matin, elle voit M. Le Maire accompagné d'un gendarme se diriger vers la ferme. Elle écoute sans entendre, elle tend sa main qui se referme sur la dernière trace de son Jean, mort pour la France. Elle a déjà consolé ses deux amies d'enfance Paule et Marthe, dont le fiancé et le mari sont également morts au combat, l'un à Verdun, l'autre au Chemin des Dames. Demain, ce sont Paule et Marthe, qui viendront la soutenir. Jean ne connaîtra jamais sa fille Jeanne, née il y a tout juste un an et conçue durant l'unique permission qu'il aura eue. Marie a à peine 30 ans et reste seule avec 3 enfants. Le conflit l'aura à jamais changée. Marie a tenu pendant 4 ans la ferme familiale, fait face à toutes les difficultés, la peur au ventre à chaque courrier, élevé ses 3 enfants, enterré son beau-père de la grippe espagnole en ce début d'hiver et partagé avec sa belle-mère des travaux physiques épuisants. Elle en est ressortie grandie, avec une force et une confiance dont elle ne se pensait pas capable mais endolorie, endeuillée et à jamais meurtrie. Marie se remariera avec Lucien, un cousin de son amie Marthe, blessé lors des combats. Un mariage heureux. Lucien reprendra l'exploitation malgré sa "patte folle". Il élèvera Joseph, Henri et Jeanne comme ses enfants.

600 000 Veuves de guerre

Les veuves de guerre doivent attendre la loi du 24 juin 1919 pour percevoir une pension. 42% des veuves de 14-18 se sont ensuite remariées. Le veuvage, en rendant aux femmes mariées le statut de majeures civiles, leur donne quelques droits propres, comme celui d'ouvrir et de gérer un commerce. Pour l'éducation de leurs enfants, elles doivent tenir compte du conseil de famille, en particulier en cas de remariage. Dans le quartier ou le village, le regard social est impitoyable pour celle qui doit faire honneur à la mémoire d'un "héros mort pour la France".

Voilà 2 ans que **Germaine** a fait ses adieux à Madame Duprès qui a quitté l'immeuble en 1917, elle n'avait plus assez d'argent pour nourrir les enfants : l'aide de l'Etat étant insuffisante face à la flambée des prix. La petite Denise a bien grandi, elle a 4 ans. Pour la première fois, elle va faire connaissance avec son Papa, Louis qui revient de la guerre. Germaine saute dans les bras de son mari et pleure de joie. Il a tant maigri, son visage semble empreint des horreurs qu'il a vues. Louis découvre que sa femme s'est fait couper les cheveux et qu'il lui arrive de porter des « culottes », bien plus pratiques pour travailler en usine. Germaine a changé, ce n'est plus la jeune femme réservée et peu sûre d'elle qu'il a connue. C'est une femme, une mère, une employée, une syndicaliste. Elle a élevé Denise seule, elle a travaillé et gagné de l'argent. Lui-même n'est plus le même homme. Il a 29 ans et en paraît 35. Il a souvent d'affreux maux de tête qui le clouent au lit. Louis retrouve sa place à l'usine d'automobiles et Germaine retrouve du travail.

Repeupler la France

La circulaire ministérielle du 13 novembre 1918 informe qu'un mois de salaire, sous forme de prime, est offert à toutes les ouvrières qui auront quitté leur emploi avant le 5 décembre 1918. Les femmes sont renvoyées dans leur foyer pour repeupler la France ou reprendre leur rôle de ménagère auprès de leur époux.

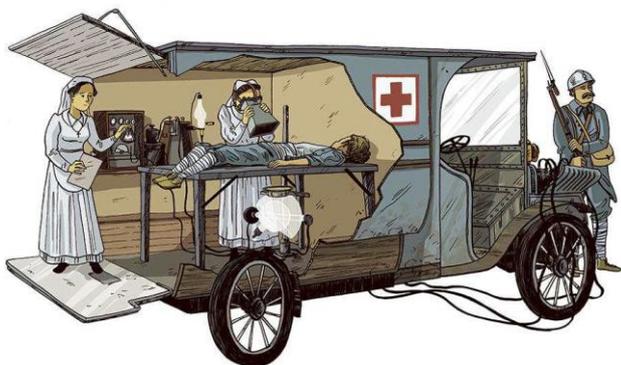
Rose met au monde une petite Alice en juin 1918.

Malgré tous les soins dont elle bénéficie, Alice meurt quelques semaines plus tard. Rose garde en elle cette douleur qui ne se dit pas. Pierre imagine le visage de sa fille au travers de la description qu'en fait Rose, il est fou de bonheur. Un mois plus tard, blessé et alité dans un hôpital du front, il apprend le décès de sa fille. En convalescence, il rentre avant la fin de la guerre, une oreille en moins. Pierre reprend ses activités dans la société familiale, tandis que Rose continue son engagement auprès des blessés. Rose et Pierre apprennent à vivre ensemble, à oublier les atrocités, le bruit des bombes, la peur. A la sortie de la guerre, Rose finit ses études d'infirmière et met au monde un petit garçon, André. Rose n'est plus la jeune mondaine de 1914, elle militera en faveur de la paix, du droit de vote pour les femmes, et de la modification du Code civil qui faisait de la mariée une mineure juridique.

Les Petites Curies

Dès août 1914, Marie Curie, première femme à avoir obtenu le prix Nobel, sait combien peuvent être utiles les appareils à rayons X pour repérer les fractures et localiser les éclats d'obus. Elle obtient une attestation du Ministère de la Guerre pour mettre en place une équipe de manipulateurs en radiologie.

Elle enseigne à plus de 150 élèves les bases de physique et d'anatomie. Elle est persuadée qu'il ne faut pas déplacer les blessés. Elle va donc créer des unités radiologiques mobiles avec le matériel nécessaire. Le Service de Santé et les initiatives privées de bienfaiteurs participent à cette installation. Les services radiologiques encore précaires au début de la 1ère Guerre mondiale prennent rapidement un essor considérable. La radiologie joue un rôle essentiel dans le diagnostic, c'est le début de la "radio-chirurgie". Le chirurgien ne peut se passer des examens radiologiques avant et après l'opération. Marie Curie va se rendre elle-même dans les zones de combat, secondée par sa fille Irène.



Les bleuets

Le bleuet est un héritage des tranchées de 14-18, lorsque les jeunes soldats, les "bleus" ou les "bleuets" arrivaient dans les tranchées avec leurs uniformes bleu



horizon tout neufs, et aussi, le symbole d'une plante sauvage qui a continué de fleurir au printemps, malgré le chaos. Le Bleuet de France voit le jour à l'Institution Nationale des Invalides, porté par deux infirmières : Charlotte Malleterre et Suzanne Leenhardt, qui ont l'idée de mettre en vente au profit de l'Institution ces fleurs en tissu confectionnées dans un atelier par les pensionnaires des Invalides. De nos jours, ce ne sont plus les anciens combattants qui fabriquent les bleuets de tissu. Mais l'Œuvre vient toujours **en aide aux victimes de guerre, veuves et pupilles de la Nation, ainsi qu'aux victimes d'attentat**. La fleur demeure ainsi "le symbole de la Nation reconnaissante du sacrifice de ses soldats pour défendre leur pays et ses idéaux".

Etre enfant durant la guerre

1914 - A l'école de la guerre

Depuis que leur père, Jean, est parti au combat, le quotidien de **Joseph**, 7 ans, et d'**Henri**, 5 ans, a été bouleversé.



Le soir, à table, sa place est vide. C'est le début d'une longue absence pour toute la famille. Le 1er octobre 1914, c'est le jour de la rentrée pour les deux garçons. Leur grand-père, Antoine leur a fabriqué à chacun un plumier en bois. Marie, leur mère, n'a pas les moyens de leur acheter un cartable en cuir. Margot, leur grand-mère leur a cousu une musette dans un vieux pantalon de leur père. L'instituteur Mr Revel, mobilisé dès le début du conflit, est remplacé par une nouvelle institutrice Mlle Berger, qui fait la classe pour les filles et les garçons. Les enseignements scolaires sont réorganisés autour de la guerre, sur ordre du Ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts. C'est un véritable « bourrage de crâne » qui s'opère. Les dictées, les poésies, la géographie, les leçons de morale, tout a pour sujet la guerre ! Dans les énoncés des problèmes de calcul, la vitesse et la distance de tir des canons remplacent les robinets et les sujets de rédaction célèbrent les héros de guerre et le patriotisme. Mlle Berger se doit d'expliquer les raisons du conflit et commenter les communiqués officiels. Tout est fait pour maintenir l'élan patriotique des élèves et de leur famille par ricochet. Lorsque Joseph et Henri rentrent de l'école, ils avalent un bout de pain maison nappé du beurre baratté par leur grand-mère. Le soir, ils font leurs devoirs à la lueur de la bougie, dans la cuisine, sous le regard de

leur grand-père qui ne sait ni lire ni écrire. Joseph et Henri fréquentent l'école en dehors des gros travaux de champs que sont les moissons et les vendanges. Triste Noël que celui de 1914, le premier sans leur père, ils déposent leurs ga-loches au pied de la cheminée. Le lendemain, ils trouvent une orange et une papillote chacun. Joseph propose à Henri de partager les oranges en 2 et de manger une moitié par jour pour en profiter plus longtemps.

1915 - Filleul de guerre

Joseph et Henri participent de plus en plus à la ferme pour soulager leur mère. Ils gardent les chèvres, les moutons et la vache, rentrent le troupeau à l'étable, donnent un coup de main à leur grand-père pour de menus travaux, et parfois aident à la traite. Une fois par semaine, ils écrivent une carte postale à leur père. Ils descendent l'acheter dans la petite ville la plus proche en passant à travers champs. Ils racontent à leur père les travaux à la ferme, les bonnes notes à l'école et terminent leur courrier en lui demandant de bien faire attention à lui et de rentrer très vite. A force d'arpenter les sentiers pour faire paître le troupeau, Joseph a abîmé une de ses semelles. Antoine, son grand-père la répare avec un morceau de noyer. Le jeudi, jour où il n'y a pas école, Henri et ses copains enroulent les bandes de toile usagée, découpées par les dames dans de vieux draps pour en faire des bandages, puis ils les livrent à l'hôpital. Elles serviront à panser les blessés. Depuis l'année passée, à l'école, les élèves ont adopté un filleul de guerre, c'est leur instituteur Mr Revel. Ils lui écrivent des lettres, lui envoient des colis ou des cartes postales. C'est un véritable soutien psychologique et moral pour cet instituteur, qui comme d'autres soldats sans famille, est usé par un conflit dont il ne voit pas la fin. Il attend avec impatience chaque lettre de ses anciens élèves, qui lui font oublier un moment les conditions de vie épouvantables des tranchées. C'est son seul lien avec le monde réel, celui de l'arrière. Un peu avant l'hiver, c'est la pénurie de pétrole. Joseph part avec sa mère, bons de ravitaillement en poche et bidons de 5 litres en main, pour 2 heures et demie de marche. Une fois à l'entrepôt, ils déjeunent d'un morceau de pain et de tomme, puis d'un café chaud et rentrent à la ferme. Le poids des bidons nécessite de nombreux arrêts sur le chemin du retour qui leur semble bien plus long.

1916 - Les moissons en famille

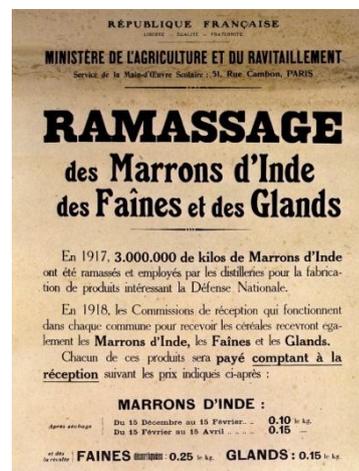
Jean est en permission agricole pour 15 jours. Joseph et Henri avaient presque oublié à quoi ressemblait leur père ! Que c'est bon de le voir à la maison le soir, de sentir sa main posée sur leurs têtes. Joseph et Henri se sentent en sécurité quand il est là. Maman et Mémé ont retrouvé le sourire.

Suite de l'article page 8

Mi-juillet, Jean repart au combat. Il offre son couteau à Joseph et un petit chien qu'il a sculpté dans une branche de noyer, à Henri. Les enfants guettent quotidiennement le courrier qu'ils lisent à haute voix à leurs grands-parents. Le manque de leur père et l'inquiétude pèsent lourd sur les deux enfants, parfois ils entendent leur mère pleurer le soir. Cet automne, ils aident leur mère en sciant le bois de chauffage et confectionnent des fagots dont ils font provision pour la saison froide. Cet hiver, il y a beaucoup de neige. Grand-père a fabriqué une luge à 2 places pour les garçons : c'est formidable ! Si les copains qui habitent dans les fermes isolées avaient ça, ils pourraient venir en classe.

1917 - Main d'œuvre scolaire

C'est le printemps, Jeanne est née à la maison. Joseph et Henri ont dévalé les sentiers pour aller chercher Mme Daniel, l'accoucheuse. Elle s'y entend Mme Daniel... Elle a eu 10 enfants. Grand-mère avait fait chauffer de l'eau et préparé des linges pour envelopper la petite. Cet automne, les élèves de l'école ont ramassé des marrons et des châtaignes qu'ils ont remis à Mlle Berger, leur institutrice. Elle fait office de collectrice pour le compte du service de la main d'œuvre du Ministère de l'Agriculture. Les enfants comme leur institutrice sont rémunérés au kilo. Le maïs et le riz, plus utiles à l'alimentation, peuvent être remplacés par les marrons et les châtaignes pour "*fabriquer, dans les distilleries contrôlées par les Services des Poudres et de l'Aéronautique, de l'alcool et de l'acétone, produits indispensables à la Défense Nationale*".



1918 – Orphelins

Joseph et Henri étaient là quand leur mère a reçu le télégramme des mains de M. le Maire. Le papier annonçait le décès de leur père au combat. Ils ont pleuré. Un malheur n'arrivant jamais seul... ils ont également enterré leur grand-père, emporté par l'épidémie de grippe espagnole. Les années passent, Joseph et Henri accueillent avec réticence le nouveau mari de leur mère, Lucien. Puis, ils découvrent un homme bon. La petite Jeanne sera la seule à l'appeler "*Papa*". Joseph et Henri passeront tous les deux leur certificat d'études avec mention. Joseph continuera d'exploiter les terres familiales à la suite de sa mère et de son beau-père. Henri tiendra une épicerie renommée pour la qualité de ses produits.

Pupilles de la Nation

A l'issue du conflit, la France compte près d'1 million d'orphelins. Le pays se sent responsable du sort de ces enfants dont le père est mort au combat. La loi du 27 juillet 1917 instaure le statut de Pupille de la Nation, qui offre aux enfants une protection particulière de l'État, notamment en matière de scolarité, santé, emploi ou loisirs.

Les Poilus

Le terme "Poilu", immortalisé par la Grande Guerre durant laquelle il devint rapidement le surnom donné aux 7,9 millions de soldats français, est apparu bien avant 1914, selon l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (Somme). Il s'agit en effet d'un terme militaire, datant de plus d'un siècle avant la Première Guerre mondiale, qui désignait, dans les casernes où il prédominait, l'élément "*parisien et faubourien*", soit l'homme d'attaque qui n'a pas froid aux yeux, soit l'homme tout court.

Il désignait également dans le langage familier quelqu'un de courageux.

L'expression la plus ancienne est "*un brave à trois poils*", que l'on trouve chez Molière en 1659 dans "*Les Précieuses Ridicules*". Autrefois, les poils étaient considérés comme un signe de force, de virilité. Du sens mâle, c'est-à-dire "*qui a du poil*", puis "*poilu*", ce mot est passé tout naturellement à celui de courageux, d'intrépide, sens que le mot a déjà dans "*Médecin de campagne*" de Balzac (1833). Le Poilu désignait auparavant le grognard d'Austerlitz.

Mais c'est surtout dans les tranchées que cette épithète s'est généralisée, pour désigner tout à la fois les braves qui ont vu le feu de près et ceux qui sont restés au front où ils ont laissé pousser barbe et moustache.



Vivre à Cras durant le conflit

Les rationnements

Qui aurait cru qu'un village comme Cras situé loin du front et fonctionnant essentiellement en économie rurale (et dans l'autosuffisance), aurait subi des rationnements en nourriture ? A partir de 1915, une crise économique d'une grande ampleur se développe dans les pays européens entrés dans le conflit. Il en découle sur toute la France une pénurie alimentaire et un manque de matières premières comme le charbon. En 1917 pour contrer les mauvaises récoltes et le marché noir, le gouvernement commence par rationner le pain en instituant des cartes alimentaires individuelles accompagnées de tickets détachables. Celles que nous avons trouvées à Cras sont datées de septembre 1918. La population est répartie en 6 catégories

de famille *Blondin*
de jeune fille *Marie Chandon*
PRÉNOMS *Blanche Joséphine*
SURNOM
Profession *Cultivatrice*
Sexe *F*
Date *1^{er} septembre 1889*
Lieu *Cras*
Situation militaire
Nationalité *Française*
Adresse *Cras*
Catégorie *C*
Signature *Blondin*
Département *Isère*
Commune *Cras*

ANNÉE 1920	COUPON D'ÉCHANGE E	E Isère	E Isère
		DÉCEMBRE 1920 SUCRE	JUIN 1920 SUCRE
		E Isère	E Isère
		NOVEMBRE 1920 SUCRE	MAI 1920 SUCRE
		E Isère	E Isère
		OCTOBRE 1920 SUCRE	AVRIL 1920 SUCRE
		E Isère	E Isère
		SEPTEMBRE 1920 SUCRE	MARS 1920 SUCRE
		E Isère	E Isère
		AOÛT 1920 SUCRE	FÉVRIER 1920 SUCRE
		E Isère	E Isère
		JUILLET 1920 SUCRE	JANVIER 1920 SUCRE

(ci-contre une carte de catégorie C). Les travailleurs avaient droit à 700 grammes de pain par jour, les enfants jusqu'à 6 ans à 300 grammes et les adultes 600 grammes. La viande, le sucre, la farine rejoignent la liste des aliments rationnés. La liste est longue... De plus, les arrêtés préfectoraux fixent les prix de tous les aliments de base. Cet encadrement demeure jusqu'en 1919-1920. Le seul article non rationné est le tabac !

Les produits de base comme l'essence, le pétrole et le charbon sont aussi contingentés. Un document de mai 1917 établi par la mairie, recense 25 foyers demandeurs de charbon pour l'été et l'hiver, pour un total de 28 tonnes. Quelques bons de livraison de la même période nous informent que toutes les quantités demandées n'ont été honorées.

Les contributions à l'effort de guerre

Département DE L'ISÈRE
COMMUNE de Cras
N° 18
M. Jolland Régis
soussigné, reconnaît avoir reçu l'ordre de fournir à la réquisition *trois* quintaux métriques de foin de sa récolte 1918.
A Cras le 16 Mars 1918
Le Prestataire, Jolland

Réquisitions Militaires Modèle n° 3
Département de l'ISÈRE
Commune de Cras
AVIS INDIVIDUEL portant extrait de l'Etat de répartition établi, en exécution de l'art. 20 de la loi du 3 juillet 1877, pour la réquisition des vins de la récolte 1917.
Le Maire de la commune de Cras rappelle à M. Chazal Antoine qu'en exécution de l'ordre de réquisition notifié à la commune le 7 septembre 1917 et de l'arrêté municipal en date du 1^{er} décembre 1917 il est tenu de fournir *3* hectolitres de vin loyal et marchand de la récolte 1917.
Cette quantité représente la quote-part imposée à M. Chazal Antoine pour satisfaire à l'ordre de réquisition susvisé.
A Cras le 3 Décembre 1917
Le Maire, Chazal Antoine

Tous les paysans propriétaires de Cras (une vingtaine d'exploitations) contribuent à l'effort de guerre. Durant toute cette période, ils fournissent régulièrement bêtes et produits : chevaux, mulets, bovins, céréales, foin, pommes de terre, vin, laine. Tout est comptabilisé, tout est répertorié. Le Service de Ravitaillement de l'Isère rattaché à la Région Militaire de Lyon délivre aux maires des carnets à souche destinés à tracer les fournitures. Les cralins fournissent principalement du foin, de la paille, des céréales et du vin. Le garde champêtre est sollicité pour la remise des "marchandises" à l'autorité. La contribution à l'effort de guerre du paysan n'est pas facile : tristesse de voir partir un animal de trait, difficultés rencontrées par le manque de main-d'œuvre

pour fournir le foin et les céréales, prix d'achat fixés par l'autorité militaire souvent inférieurs aux coûts réels.

Le maire Joseph Millier se débat avec peu de moyens entre les agriculteurs et la direction des Réquisitions Militaires qui en veut toujours plus. Les courriers de réquisition adressés au maire sont nombreux et insistants comme celui du 21 avril 1917 envoyé par le président de la commission de réception de Tullins : *"Je viens de recevoir de l'Intendance une importante imposition de bétail d'une extrême urgence. Votre commune est comprise pour trois têtes au minimum, dont j'ai l'honneur de vous adresser inclus l'ordre de réquisition que vous voudrez bien répartir au mieux. C'est urgent et obligatoire. Incessamment je vous préviendrai par télégramme de la visite par l'expert des animaux que vous aurez réquisitionnés et que vous voudrez bien faire amener sur la place publique. L'intendance compte sur le dévouement et le patriotisme de tous pour cette réquisition indispensable aux besoins de l'Armée."*

Le conseil municipal

Depuis mars 1915, le conseil municipal n'a plus officiellement de maire : Joseph Guichard a été appelé au front. Plusieurs de ses conseillers ont été aussi mobilisés. Une petite équipe de cinq personnes dirigée par Joseph Millier, maire "par intérim", va administrer la commune durant tout le conflit.

L'aide aux soldats



Des allocations mensuelles sont distribuées aux "militaires soutiens de familles appelés sous les drapeaux" dès août 1914. Le juge de paix de Tullins envoie au maire de Cras la liste des familles retenues par la commission cantonale. Chaque foyer recevra de 1,25Fr à 3,25Fr par jour. Le maire est prié d'informer 11 familles concernées et de leur remettre une notification.

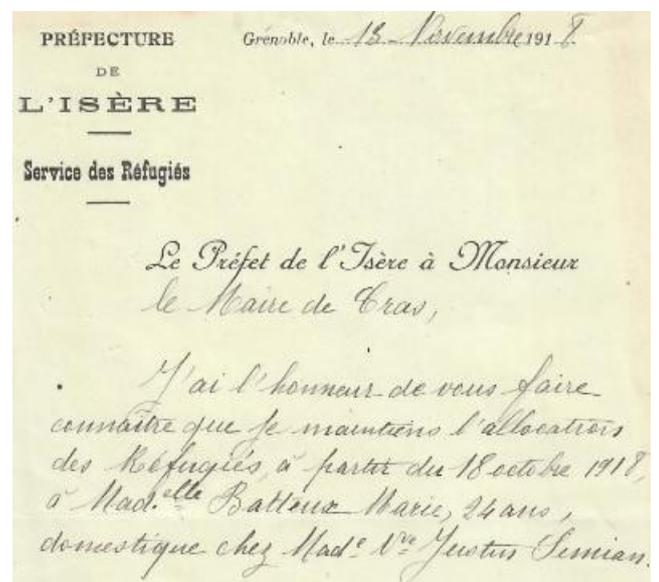
Les premiers jours de combats sont une véritable boucherie pour l'armée française qui perd chaque jour des milliers de soldats. Le 22 août 1914 est le jour le plus meurtrier de l'Histoire de France où

27000 soldats français sont tués dans les Ardennes belges lors de la "bataille des frontières". Les blessés sont très nombreux dès les premières semaines. Tout le pays est atterré et les civils réagissent. Joseph Vaugien, instituteur et secrétaire de mairie, lance auprès des villageois une souscription autorisée par le maire Joseph Guichard. Du 10 octobre au 1^{er} novembre, 93 francs et 40 centimes sont collectés pour les blessés de guerres.

Les réfugiés

Des réfugiés originaires des départements de la zone "armée" ou "occupée" viennent à Cras de 1915 à 1920. Certains ont traversé la France en plusieurs étapes, d'autres sont venus par la Suisse (à partir de 1917). Le Service des Réfugiés dépendant de la préfecture de l'Isère les répartit dans les villages par "contingent". Les personnes venues à Cras sont originaires des départements de l'Aisne, de la Meuse, du Nord et du Pas de Calais. Ils sont logés chez les familles Bernard-Guelle, Burriand, Jolland, Effantin, Millier et Simian. Ils arrivent seuls ou en famille (jusqu'à 9 personnes pour la famille Bajut originaire de l'Aisne, arrivée le 1^{er} juin 1917). Les réfugiés viennent au village pour une durée minimum de 3 mois. Ils peuvent partir plus tôt avec l'accord du préfet (souvent regroupement familial). Des familles comme les Bajut resteront 3 ans à Cras. Chaque réfugié reçoit de la préfecture une allocation journalière dite de "réfugiés" de 75 centimes à 1,50 Fr. L'obtention de l'allocation permet de postuler pour un travail (chez un agriculteur par exemple).

Les réfugiés ne peuvent quitter Cras que s'ils possèdent un sauf-conduit délivré par le maire, accompagné d'une carte d'identité... Le sauf-conduit n'est valable que pour un seul déplacement. Madame Deportère, réfugiée à Cras en juin 1918, se fait surprendre à Vatilieu sans sauf-conduit. Elle est dénoncée au Service des Réfugiés qui lui supprime son allocation durant 15 jours



pour le motif "L'intéressée n'a pas cru devoir solliciter l'autorisation de se déplacer en raison du peu de distance séparant les communes de Vatilieu et de Cras".

De 1915 à 1920, des dizaines et des dizaines de documents sont échangés entre la mairie et le Service des Réfugiés concernant : les arrivées et les départs, les allocations, les cartes de rationnement, les déplacements, de quoi bien occuper le maire et le secrétaire de mairie. Certaines familles sont complètement désorientées comme la famille Désespringalle du Pas de Calais composée de 5 personnes, originaire d'une cité ouvrière et n'ayant jamais vécu à la campagne. Le 25 mars 1917, dès le lendemain de leur arrivée, ils sollicitent le secrétaire de mairie pour demander au préfet d'être transférés ailleurs : "... Nous avons déjà beaucoup souffert de privations depuis bientôt 3 ans et nous craignons que ce séjour dans ce logement soit fatal au peu de santé qu'il nous reste. Veuillez nous donner une résidence dans un centre ouvrier..." Dans les semaines qui suivent leur arrivée, le mari est mobilisé dans une fonderie à Bergerac et le reste de la famille le rejoindra quelque temps après.

Allocation des réfugiés

Les réfugiés sont directement rattachés à la préfecture. L'Etat leur verse une allocation. Celle-ci peut-être enlevée "par mesure disciplinaire, pour mauvaise conduite, indiscipline, refus de travail ou paresse habituelle".

Les prisonniers de guerre

Des prisonniers de guerre sont présents à Cras de septembre 1918 à février 1919. Nous ne savons pas exactement quelles actions leur sont confiées et s'ils sont logés sur place. Nous supposons qu'ils interviennent sur le domaine communal (entretien des chemins communaux par exemple) et peut-être chez des particuliers dans les exploitations agricoles.

10 à 15 prisonniers sont présents au village, sous la surveillance d'un chef de détachement. La mairie verse chaque quinzaine un "salaire pour l'emploi de la main d'œuvre des Prisonniers de Guerre". Il est de 303,30 Fr pour la période du 1er au 15 novembre 1918, dont 19,80 Fr appelés "Centimes de poche" remis directement aux PG (Prisonniers de Guerre).

Travail des prisonniers de guerre

Le travail des prisonniers était autorisé par les Conventions de la Haye et également prévu par l'instruction de 1893 au profit de l'État, des collectivités, des entrepreneurs et des particuliers qui envisageaient la possibilité d'un établissement à leur propre compte. Les prisonniers ont été mis à la disposition d'employeurs tenus par un cahier des charges détaillé par lequel ils s'engageaient à fournir la nourriture, savon, chauffage, l'outillage nécessaire et au paiement minimum de 15 centimes par jour à chaque prisonnier augmenté de primes de rendement.

Le retour à Cras

Une quarantaine de soldats démobilisés va revenir à Cras. Les plus chanceux rentrent en décembre 1918 ou janvier 1919 comme Albert Forest-Lacroix et Jean-Félix Michel. La plupart revient en février-mars 1919. Certains, pourtant appelés le jour de la mobilisation, ont moins de chance et ne rentrent qu'en juillet-août 1919. Ils auront été absents durant

Les chiffres qui font peur

La part de la France durant la Grande Guerre :

7 900 000 mobilisés

1 400 000 morts

4 300 000 blessés

5 longues années. Il s'agit de Jean-Baptiste Champon, Octave Cluzel, Louis Tournu. La reprise de la vie au village n'est pas facile. Tout a changé pour eux.

Il y a ceux qui reviennent blessés et qui ne pourront plus être actifs comme avant, voire ne plus pouvoir exercer leur ancienne profession. Une commission de suivi des "Soins médicaux aux victimes de la guerre" est créée dans chaque canton. Elle a pour objectif principal

l'attribution de pensions aux soldats reconnus invalides (ou malades) d'une maladie contractée sous les armes durant le conflit. Une pension basée sur un pourcentage d'invalidité, révisable chaque année, est attribuée à ces soldats. 8 soldats invalides sont recensés à Cras. Paul Argoud (venu habiter Cras après la mobilisation) touchera une pension basée sur un taux d'invalidité de 10%, Joseph Cluzel atteint de tuberculose reçoit une pension correspondant à un taux d'invalidité de 100%. Alfred Jourdan dit Chapot, invalide à 15%, ne reçoit plus de pension à partir de 1928.

Tous ces soldats revenus au village ont subi des traumatismes psychologiques plus ou moins importants. Sans aide psychologique, ils sont pour la plupart devenus des taiseux, souvent repliés sur eux-mêmes, incapables de reprendre une vraie vie. Le village quant à lui s'est métamorphosé durant ces cinq années où la majorité des forces vives masculines était absente. Les règles économiques, sociales et familiales ne sont plus tout à fait les mêmes. Beaucoup d'habitudes et de traditions sont bousculées. Une page importante se tourne à Cras comme dans tous les villages ruraux de France.

Les Cralins morts pour la France

Amédée Henri Joseph BOUYOUD : Cultivateur, né en 1883 à la Combe du Moulin. Il fait son service militaire en 1904 au 22^{ème} RI (Régiment d'Infanterie) basé à Bourgoin-Jallieu puis au 56^{ème} RI basé à Chalon sur Saône. Il se marie à Cras le 24 mai 1913 avec Berthe Simian. Il est mobilisé au 22^{ème} RI à Bourgoin-Jallieu. Suite à une blessure au genou en 1916, il est muté dans les services auxiliaires du 175^{ème} RI qu'il rejoint à Salonique (Grèce). En 1917 le régiment se déplace à Monastir (Serbie). Amédée Bouyoud est mortellement blessé à Monastir le 24 avril 1917.

Gabriel Antoine CLUZEL : Cultivateur, né en 1888 au Bourg. Il fait son service militaire en 1909 au 28^{ème} BCAP (Bataillon Alpin de Chasseurs à Pied) basé à Grenoble. Il se marie à Paris en 1912 avec Aurélie Célestine Roux. Il rejoint son régiment basé à Névache (Hautes Alpes) à la mobilisation. Il est nommé caporal en novembre 1914 puis sergent en avril 1915. Il est blessé 4 fois dont la première fois en juin 1915. Il décède le 23 octobre 1917 près de Pargny-Filain dans l'Aisne. Il a obtenu plusieurs citations et la Médaille Militaire.

Georges JOLLAND : Plombier, né en 1893 à New-York. Il vient en France en février 1914 pour faire son service militaire au 168^{ème} RI à Toul. Il est tué le 25 juin 1915 à Montauville (Meurthe et Moselle).

Marcel Henri MICHEL : Cuisinier, né en 1893 au Bourg. Il séjourne à Londres avant la mobilisation. Il revient en France est incorporé en septembre 1914 au 140^{ème} RI dont le casernement est à Grenoble. Il rejoint le régiment en opération dans l'Est après ses classes. Il change plusieurs fois de régiments : 416^{ème} RI, 413^{ème} RI et à nouveau 416^{ème} RI. Il fait ensuite partie de l'escadrille d'aviation 213 en juillet 1917 où il devient pilote avec le grade d'adjudant. Il se tue aux commandes de son avion le 18 avril 1919 à Héricourt (Haute Marne).

Joseph NOYÉ : Cultivateur, né en 1883 à Grenoble. Il fait son service militaire en 1903 au 4^{ème} régiment de zouaves en Tunisie. Il se marie à Cras en 1909 avec Marie Girard et demeure au village. Il est mobilisé au 22^{ème} RI à Bourgoin-Jallieu. Il est réformé en janvier 1916. Il décède à Cras, suite aux maladies contractées durant le conflit le 30 mai 1919.

Paul OGIER : Cultivateur, né à Grenoble en 1895. Il vient au Bourg avec sa famille. Il est incorporé en décembre 1914 au 99^{ème} RI dont le casernement est à Vienne. Il est muté au 157^{ème} RI en 1915. Il est tué le 25 septembre 1916 à La Chapelotte (Meurthe et Moselle). Il a obtenu une citation et la Croix de Guerre.

Charles Maurice ROZ : Cultivateur, né à Buffard (Doubs) en 1892. Il a peut-être habité Montferrier avant son départ au service militaire. Il est incorporé en octobre 1913 au 22^{ème} RI basé à Bourgoin-Jallieu. Il est tué le 1^{er} septembre 1914 à Saint Dié (Vosges). Il a obtenu la Médaille Militaire et la Croix de Guerre avec étoile de bronze. Son nom est inscrit sur le monument aux morts depuis octobre 2018.

Eugène Constant SIMIAN-BUISSONNET : Charron, né au Faix en 1894. Il est incorporé en septembre 1914 au 30^{ème} RI dont le casernement est à Chambéry. Il décède le 11 juin 1915, suite à des blessures de guerres, à Fouillon les Corbies (Somme).

Joseph Laurent TOURNU : Charpentier, né au Bourg en 1887. Il fait son service militaire au 30^{ème} RI en octobre 1908. Il se marie à Tullins en 1911 avec Mélanie Marion. Il est mobilisé au 22^{ème} RI à Bourgoin-Jallieu. Il est nommé sergent en juillet 1917. Il est tué le 25 avril 1918 à Keumel (Belgique).

Réalisation : Section Patrimoine Atout Cras : Jean-Marie Delacour et Françoise Déplantes

Contribution : Inès Giry, Anne-Marie Michel

Comité de lecture : Catherine Delacour, Inès Giry, Anne-Marie Michel, Claudine Pierrot

Responsable de la publication : Nicole Di Maria - Mairie de Cras

Sources : museemilitairelyon.com ; Le magazine de la Grande Guerre, n°1, avril-mai 2001 – Le Miroir, 07 janvier 1917; Sylvie Decobert, Lettres du front et de l'arrière (1914-1918), Carcassonne, Les Audois, 2000, 170 p. [extraits de la correspondance] ; www.voyageurs-du-temps.fr ; Le Miroir, 7 janvier 1917 ; Stéphanie Petit, Les veuves de la Grande Guerre, D'éternelles endeuillées, Editions du Cygne, 2007;

Archives communales Cras - AD38 - Mémoire des Hommes - Wikipédia les prisonniers de guerre allemands de la première guerre mondiale

Iconographie : Affiche aux femmes de France : fr.geneawiki.com/index.php/Guerre_1914-1918~_La_femme_et_la_Grande_Guerre ; photo Infirmières en soin, illustration des petites curies, photo Munitionnettes : Diaporama Les femmes pendant la guerre de 14-18 - Patagon diaporamas – 5KNA Productions 2016 ; photo de Jean-Baptiste Tournassoud de 3 femmes attelées aux champs: clioweb.canalblog.com ; "A toute la jeunesse scolaire" : archives.hautsavoie.fr ; les8petites8mains.blogspot.com

Robert Chatenay : souvenirs personnels communiqués gracieusement par René et Anne-Marie Michel – Géo ado hors série 1914-1918 la 1^{ère} guerre mondiale ; http://www.archives28.fr.

Remerciements à Sylvie Masson (photo tombe Georges Jolland) et Corinne Boubel (photo tombe Paul Ogier)



En souvenir

de l'armistice du 11 novembre 1918, les cloches sonneront à la volée le 11 novembre 2018 à 11h11 dans tous les villages de la communauté de communes.